

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 février 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2026-012630 relatif au projet **de création d'un bâtiment agricole de moins de 50 m² à Beaussais-sur-Mer (22)**, déposé par Juliette Lumeau, reçu et considéré complet le 27 janvier 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 14° Travaux, ouvrages et aménagements dans les espaces remarquables du littoral » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- mise en place d'un bâtiment agricole constitué de deux modules de type conteneurs maritimes posés sur un dispositif réversible, de 9,4 m de longueur par 5 m de largeur, correspondant à une surface plancher inférieure à 50 m², destiné au stockage de matériel viticole léger, à l'entreposage temporaire des produits de la parcelle et à un espace de travail pour les opérations de culture, d'entretien et de récolte, dans le cadre d'une exploitation viticole en agriculture biologique ;

Considérant la localisation de ce projet :

- sur une parcelle cultivée en blé tendre d'hiver selon le registre parcellaire graphique (RPG) 2024, et située en « zone de protection stricte des espaces naturels remarquables au titre de l'article L.146-6 du code de l'urbanisme », classée Nr par le plan local d'urbanisme (PLU) de Ploubalay, approuvé le 10 novembre 2006 et dont la dernière procédure de modification date du 13 février 2018 ;
- sur des parcelles situées dans le site Natura 2000 n° FR5300012, « baie de Lancieux baie de l'Arguenon, archipel de Saint-Malo et Dinard », zone spéciale de conservation (ZSC) au titre de la directive « habitats, faune, flore » (92/43/CEE) ;
- au sein d'un espace naturel remarquable du littoral ;

Considérant que :

- les travaux seront réalisés sans démolition préalable, sans fondations lourdes de type vis de fondation, sans terrassement significatif, sans modification du relief ni des écoulements naturels, sans création de voirie et qu'ils seront de courte durée ;
- la sensibilité écologique du site est faible, du fait de l'historique culturel de la parcelle ;
- l'intégration paysagère du projet sera assurée par une limitation stricte de l'emprise au sol, par un bardage bois brûlé non réfléchissant, et par la plantation de haies bocagères d'essences locales sur les côtés non déjà masqués par la topographie ou la végétation ;

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de création d'un bâtiment agricole de moins de 50 m² à Beausais-sur-Mer (22)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
#signature#